

Intervention de Brigitte PASSEBOSC
au nom du Groupe Communiste et Républicain
Budget 2010 du Tourisme

Séance Plénière du mercredi 16 décembre 2009

Monsieur le Président, Cher(e)s collègues,

L'activité touristique représente en Nord – Pas-de-Calais, plus de 32 000 emplois et un chiffre d'affaire de 4 milliards d'euros et, par conséquent, il nous faut continuer à «bouster» ce secteur à fort potentiel de développement en contribuant au rayonnement national et international de notre région, avec une mise en valeur de nos atouts économiques, scientifiques, historiques et culturels.

Encore faut-il pour s'inscrire dans cette dynamique, disposer d'un budget régional à la hauteur des potentialités que notre région offre en matière de développement touristique.

A ce sujet, notre évolution budgétaire est quasiment stable par rapport aux années précédentes.

Bien évidemment, pour accompagner une réelle politique dans ce domaine, cela supposerait d'avoir en amont une réelle politique d'Etat volontariste et lisible en faveur du tourisme.

Malheureusement, on peut constater que l'Etat n'a jamais consacré aussi peu de moyens au tourisme, à une activité pourtant considérée par tous comme si prometteuse, si importante pour la création de nouveaux emplois, l'aménagement du territoire et le développement local.

De plus, le tourisme n'est pas assez pris en compte au sein des Contrats de Projets Etat-Régions, alors que cette procédure ouvre la possibilité d'une mise en cohérence des politiques touristiques régionales et d'une coordination des interventions de l'Etat et des collectivités territoriales.

Un grand dessein devrait être esquissé pour l'avenir de ce secteur d'activités, et des priorités progressivement affirmées.

Au-delà des contraintes budgétaires, quels sont les freins et raisons qui expliquent ce véritable ostracisme vis-à-vis du soi-disant premier secteur d'activité économique de notre pays ?

Comment sortir de cet archaïsme et de la pensée unique, comment passer de l'inertie à l'audace, à l'action ? Le chemin à parcourir est encore long pour parvenir à une reconnaissance pleine et entière de l'importance économique, sociale et stratégique du tourisme, qui permettrait la mise en œuvre d'une véritable politique nationale du tourisme.

Par ailleurs, pour notre Région, il est important de continuer à encourager les pratiques d'un tourisme inséré de manière plus harmonieuse dans le territoire.

Il est donc nécessaire d'affirmer plus fortement le choix politique d'un tourisme durable, intégrant de fortes exigences

environnementales couplées à une acceptation sociale. Seul un tourisme durable permettra à notre région de poursuivre une croissance maîtrisée de la fréquentation touristique.

Cela signifie un tourisme de qualité, organisé, orienté politiquement, dont la notoriété sera à la fois nationale et internationale.

Concernant le tourisme social, l'Etat devrait s'engager plus fortement dans ce secteur. Or, je ne vois pas, sur le plan budgétaire, une volonté de sa part d'assumer son rôle en matière de tourisme social.

Ainsi, il continuera donc de compter sur les collectivités territoriales et sur l'Agence nationale pour les chèques vacances, dont les excédents, qui sont

affectés au tourisme social, fluctuent fortement d'une année sur l'autre et ne peuvent constituer le seul mode de financement de ce tourisme.

Rappelons que depuis 1936, le tourisme social français s'est construit en combinant les soutiens divers provenant de l'économie publique et la créativité de militants, souvent issus des milieux de l'éducation populaire ou d'organisations syndicales.

Cette co-construction est aujourd'hui menacée par l'Union européenne. Les acteurs du tourisme social et associatif essaient de faire reconnaître le caractère d'intérêt général de leur activité afin de pouvoir conserver un système de réglementations et d'aides spécifiques. Néanmoins, la reconnaissance du tourisme social comme service d'intérêt

général se heurte au plan européen à deux difficultés majeures : l'absence d'un droit aux vacances et la prépondérance du tourisme commercial.

Au-delà de cette situation, le débat de fond concerne l'opportunité d'une politique sociale du tourisme et des vacances, en partenariat avec les associations proposant un « autre tourisme » en terme de populations partantes, d'activités pratiquées, de répartition des gains, d'intégration territoriale, de présentation de l'environnement et de mode de gouvernance.

Je vous remercie de votre attention.

-

-

